

Quelques scénarios de négociation

L'avenir de la planète est entre nos mains.

Notre ligne de départ aujourd'hui, c'est +3°C cumulés.

Notre point d'arrivée, c'est entre 1,5°C et 2°C.

Face au défi climatique qui nous attend, il nous faut chercher des points de compromis politiques pour un accord au consensus entre les parties.

Rappelons les objectifs de l'accord sur le climat :

- 1) un objectif de long terme de maintenir la hausse de température mondiale en dessous de 2°C, et allant vers 1,5°C, ce qui nous oblige à sortir rapidement des énergies fossiles puisque notre production/consommation d'énergie actuelle nous amène à une hausse moyenne des températures mondiales de +3°C ;
- 2) des cycles de révisions des engagements nationaux fondés sur les résultats de la recherche scientifique, ce qui signifie un débat rationnel sur les politiques climatiques à mettre en œuvre et non pas un débat uniquement diplomatique ;
- 3) un nouveau régime de gouvernance qui acte un monde où la société civile, les citoyens, les collectivités, les entreprises peuvent jouer un rôle majeur à côté des Etats, ce qui offre la possibilité pour tous les acteurs de la société de mettre la pression maximale sur les Etats à chaque cycle de révision.

Ce document propose quelques leviers de négociation que les délégations de Cop inMyClassroom au musée des Confluences pourront utiliser. Soit ils choisissent une politique « green » soit ils adoptent une politique « business as usual ».

Le rapport Planète vivante 2016 de l'ONG WWF détaille les problématiques :
(http://www.wwf.fr/vous_informer/rapport_planete_vivante_2016/#telecharger-lpr)

Les Lobbys :

Les grandes entreprises industrielles contestent publiquement la responsabilité climatique mais elles savent également que leur poids sur le climat et l'environnement est considérable et pressant. La façon dont nous nous logeons, dont nous nous déplaçons et une bonne partie de nos modes de vie sont déterminés par les produits que fabriquent les entreprises industrielles : l'usage de l'habitat et des transports est de loin la première source d'émission de gaz à effet de serre au niveau mondial comme au niveau d'un pays comme la France.

Cet impact de l'utilisation des produits industriels par les citoyens est de plus en plus important par rapport à l'impact direct de leur fabrication (émissions polluantes de voisinage dans l'air et l'eau par exemple). Notamment en raison d'une démographie mondiale explosive, d'une urbanisation généralisée et d'un niveau de vie des populations qui progresse partout dans le monde.

Les grandes entreprises ne croient pas aux idées d'une révolution énergétique ou de civilisation, ni à une prise de conscience des citoyens des pays riches qui renonceraient à leur surconsommation tout en éradiquant la pauvreté qui s'installe chez eux, ni à celle des citoyens des pays en développement qui renonceraient à leur rêve de consommation occidentale. Productrices de biens, d'innovations et de richesses au service du progrès économique et social du monde humain, les grandes entreprises se positionnent comme les seuls acteurs opérationnels capables de traiter la question climatique. Mieux que les états organisateurs des grandes conférences internationales sur le climat qui se succèdent depuis 20 ans ...

Elles interagissent donc à tous les niveaux du pouvoir politique et économique, avec les banques et les Etats, avec de nombreux pays producteurs d'énergies fossiles via des accords commerciaux privilégiés afin qu'ils assouplissent les réglementations, ouvrent de nouveaux marchés, ou encore bloquent les négociations internationales, par exemple sur les sujets de la sortie des énergies fossiles, du prix du carbone, des émissions des transports aérien et maritime, des multinationales de l'alimentation et de l'agriculture, ou encore de la déforestation.

L'Europe :

Green :

L'Europe est un exemple en matière de développement durable. «Championne du climat» des Nations unies avec en tête la France dont l'investissement a été immense lors de sa présidence à la Cop21 en 2015, le continent est prêt à faire encore des efforts en présentant des plans climat nationaux plus ambitieux dans leurs engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour aller vers un monde «*bien en deçà de 2°C*», voire 1,5°C d'augmentation par rapport à l'ère préindustrielle.

Au nom de la justice climatique, l'Europe, reconnaît être un pollueur historique, et renforce son engagement à Copenhague en 2009, à verser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 aux pays en développement, pour les aider à faire face aux

impacts. Déjà 81 millions de dollars de nouvelles contributions au Fond pour l'adaptation sont promis par l'Allemagne, l'Italie, la Suède et la Belgique).

Les ministres européens de l'Environnement, le Parlement et le conseil de l'UE se montrent fermes et ambitieux en régulant le marché carbone de l'UE, pour faire payer les pollueurs en Europe et renforcer l'application de l'accord de Paris sur le climat. Des actions concrètes sont prises pour responsabiliser les eurodéputés afin qu'ils suivent les propositions faites par la Commission Environnement du Parlement (<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/envi/home.html>) plutôt qu'ils ne cèdent à la pression des lobbies industriels et des énergies fossiles.

Les citoyens européens appellent à une transformation du commerce international, afin de le rendre compatible avec la lutte contre le dérèglement climatique. A l'écoute de la société civile de plus en plus mobilisée, les élus nationaux et le Parlement européens ne votent pas pour des traités de libres échanges commerciaux (tel le CETA, l'accord de libre-échange UE-Canada) qui pourraient faire peser des risques importants sur la transition énergétique européenne. Au contraire, ils prennent des mesures qui favorisent la transformation de notre modèle agricole vers l'agro-écologie, qui protègent l'environnement, la biodiversité et la santé des populations.

L'Europe de la dette :

L'accord de Paris sur le climat n'est pas prioritaire dans une Europe en crise et dans un contexte économique concurrentiel très incertain. Il sera donc respecté à minima. L'Europe n'est pas prête à faire encore des efforts si la Chine, l'Inde et les Etats-Unis n'en font pas. Fragilisée en interne par la montée des nationalismes, l'Europe ne trouve pas de consensus politique sur le climat. L'Europe et les citoyens européens ont bien d'autres priorités : terrorisme, immigration, frontières, chômage et pauvreté.

Chaque Etat présente des plans climat nationaux qui s'accommodent d'intérêts particuliers ou d'accords avec les lobbies carbone. Une politique libérale de dérégulation est mise en place pour relancer l'économie, la croissance et l'emploi. Le Parlement européen vote l'accord de libre-échange UE-Canada du CETA et assouplit le marché carbone de l'UE pour soutenir l'industrie et le transport.

Sujet central, le financement climat anime les débats européens. A part quelques engagements (81 millions de dollars de nouvelles contributions au Fond pour l'adaptation promis par l'Allemagne, l'Italie, la Suède et la Belgique), on est encore loin du compte et les pays endettés du sud et de l'est de l'Europe ne peuvent s'engager.

Les Etats-Unis :

Green :

Un des plus gros pollueurs au monde, les USA sont prêts à montrer l'exemple en matière de politique climatique pour la lutte contre le réchauffement climatique dont l'objectif est de contenir le réchauffement au-dessous du seuil de 2 °C.

L'élection de Trump ne signe pas la fin du processus climatique international. Au contraire. Il existe une force démocratique solide aux USA qui contre balance l'administration Trump. A cela s'ajoute une très forte mobilisation citoyenne partout dans le pays, faisant pression sur le gouvernement fédéral pour désinvestir dans les énergies fossiles qui réchauffent la planète, et/ou préserver l'environnement et les écosystèmes naturels. La question des risques climatiques pour les biens et les personnes est très vivement débattue aux USA qui ont connu plusieurs épisodes extrêmes.

Ces forces civiles assurent que l'*Accord de Paris est « irréversible »*. Le congrès américain donne l'élan politique nécessaire pour *ratifier* un texte global et contraignant qui vise à contenir le réchauffement planétaire sous le seuil des 2 degrés d'augmentation moyenne par rapport à l'ère préindustrielle.

#AmericaFirst :

Le 45ème président des Etats-Unis Donald Trump dénonce l'accord climat de Paris et renonce aux engagements de réduction de gaz à effet de serre scellé au Bourget en 2015 par Barack Obama. Il en a le droit : *« Un Etat qui a signé l'accord de Paris peut, trois ans après l'entrée en application du texte [...], dénoncer l'accord, et à ce moment-là, au bout d'un an, la dénonciation prend effet. »*

Donald Trump ne fait pas mystère de ses positions climatosceptiques. Pour lui, le réchauffement est une invention de la Chine pour affaiblir la compétitivité américaine. Durant la campagne, il a prévenu : *« Je vais annuler l'accord de Paris sur le climat. »*. L'administration Trump est elle-même entourée de milliardaires et de *think tank* climatosceptiques.

La sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, première puissance économique mondiale, deuxième émetteur de GES et bailleur de fonds de premier ordre de la Convention des nations unies sur le climat (CCNUCC), a des répercussions psychologiques dans les salles de négociation, déstabilisant fortement l'édifice le risque est grand que cette sortie mette un coup d'arrêt à l'action climatique au niveau mondial.

« America first » : la priorité est d'assurer l'autonomie énergétique des USA via le soutien étroit des grands groupes pétroliers et l'exploitation de tous les sous-sols et des ressources naturelles du pays. Donald Trump donne son feu à la construction de l'oléoduc *Keystone XL* reliant le Canada aux Etats-Unis, un gigantesque projet bloqué par son prédécesseur Barack Obama. Il approuve également un projet d'oléoduc de la compagnie *Energy Transfer Partners* dans le Dakota du Nord, dont le tracé a été rejeté en décembre après une intense mobilisation des Amérindiens et des écologistes.

Le Canada:

A-t-il fait suffisamment d'effort ? Est-il prêt à encore faire plus d'efforts ? Le fera-il sous conditions ?

Le Canada conservateur :

Comme la plupart des pays du Nord, le Canada est peu enclin à faire avancer les négociations sur le climat. Si on schématise, les pays du Nord veulent que tout le monde soit logé à la même enseigne, quand les autres demandent un traitement différencié, considérant la responsabilité historique des pays industrialisés. Or cette histoire de différenciation demandée par les pays en développement en conditionne beaucoup d'autres, et notamment des histoires de gros sous. Reconnaître dans un texte onusien que tous les Etats ne sont pas égaux devant le changement climatique, c'est reconnaître qu'il y a des coupables et des victimes, et donc ouvrir la porte à des mécanismes de compensation. Les pays riches dont le Canada ont déjà dû se résoudre à aller dans ce sens, avec la création d'un mécanisme à Varsovie, en 2013, qui permet d'anticiper les coûts des phénomènes climatiques extrêmes. Ils n'iront pas plus loin à mettre la main au porte-monnaie.

D'autant qu'aujourd'hui voit se multiplier les catastrophes climatiques partout dans le monde ! Les sommes en jeu sont donc immenses, et les économies du Nord, affaiblies par la crise, font la fine bouche. La question des «*pertes et dommages*», selon l'expression consacrée, c'est-à-dire ce que doivent payer les pays du Nord pour rembourser les conséquences économiques d'un épisode extrême climatique, a été chiffrée à 200 milliards de dollars par an par la Banque mondiale.

En conséquence, le Canada cherchera à s'allier avec ses partenaires historiques, USA au premier chef, pour peser sur les négociations pour obtenir que l'accord s'applique à toutes les parties et pas seulement aux pays riches. En particulier, il va demander que la rigueur et le contrôle des objectifs de réduction des GES envers les pays en développement soit la même que pour eux.

En « échange » de cette égalité de traitement, le *gouvernement canadien* annoncera qu'il fait beaucoup d'efforts en s'engageant à fermer progressivement ses centrales à charbon des provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, soit une réduction de 30% des émissions de GES d'ici 2030. 18 centrales devront fermer, ce qui pourrait coûter jusqu'à 8 milliards de dollars canadiens, 5,6 milliards d'euros, d'ici 2030, [selon une étude](#) menée par la firme de consultants en énergie EDC de Calgary). Pour financer cette transition énergétique, il mise aujourd'hui sur «*des technologies de capture et d'entreposage du carbone*». Pour cela, il s'appuie sur ses grandes entreprises, telle le géant énergétique TransCanada, et autorise la construction du pipeline Kinder Morgan [prévu pour relier l'Alberta à la côte Est du pays], des oléoducs entre l'Alberta (riche en gisements de pétrole) et la côte du Pacifique en Colombie-Britannique, et de *Keystone XL* le pipeline qui transportera le pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta, jusqu'au Nebraska, dans le centre des Etats-Unis. De là, il sera ensuite acheminé, via une portion d'oléoduc déjà existante, jusqu'aux raffineries américaines du golfe du Mexique. Car le premier partenaire, ce sont les USA. Comme chez son voisin américain, la protection de l'environnement passe après les intérêts économiques du pays. L'accent est mis sur la création d'emplois, la protection des intérêts économiques et l'autonomie énergétique domestique. Pour cela, le pays mise sur des matières premières dont les sols canadiens regorgent : le charbon, le pétrole et les gaz de schiste. Le chef du gouvernement répète qu'«*il faut amener l'énergie sur les marchés*». Comprendre : construire les infrastructures, pipelines et ports gaziers pour favoriser l'exportation.

#CanadalsBack:

Le Canada volontariste affiche un visage écolo avec le nouveau gouvernement libéral de Justin Trudeau : les canadiens sont pleinement engagés dans des négociations fructueuses pour signer un accord international sur le climat. Il prend des mesures efficaces et justes. Le Canada reconnaît que la science est incontestable et qu'il faut agir rapidement, guidés par des données scientifiques robustes, pour faire en sorte que tous les êtres humains aient une vie saine et durable.

« Nous sommes heureux pour jouer un rôle constructif » déclare Catherine McKenna ministre de l'environnement à la Cop21. La ministre de l'Environnement canadienne a décidé de marquer le coup en revoyant à la hausse ses ambitions climatiques. Elle annonce la volonté de fermer toutes les centrales à charbon d'ici 2030. Le but: accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Ces centrales, situées dans quatre provinces, rejettent environ 10% des émissions totales de GES au Canada. Leur fermeture permettra de réduire «*de plus de 5 millions de tonnes de CO2*» les émissions du Canada vers 2030, a revendiqué la ministre. Avec [la création d'une taxe nationale sur le carbone](#) à compter de 2018, la ministre fixe un nouvel objectif ambitieux de réduction des émissions de GES : moins 80% d'ici 2050 par rapport au niveau de 2005.

Environ 80% de la production d'électricité au Canada provient actuellement d'énergies renouvelables [pour 18,9% de la consommation d'électricité, ndlr], et l'objectif est de faire passer cette proportion à 90% aux alentours de 2030.

Le Maroc

Le Maroc, comme les autres pays en voie de développement, seront les pollueurs de demain. Peut-on demander au Maroc de compromettre sa croissance future au nom de la préservation de l'environnement alors que les pays développés sont en partie responsable de la dégradation de l'environnement ? Comment peut-il mettre en place une production verte sans aide financière ?

Climate Chance :

«Le Maroc parle de "climate chance" et pas de "climate change"» déclare Hakima El Haité, la ministre déléguée à l'Environnement du Maroc.

La monarchie chérifienne s'est positionnée ces dernières années comme un pays leader en matière d'énergies renouvelables sur le continent africain et a fait du climat une cause nationale en recevant la cop22 à Marrakech en 2016. A cette occasion, sa majesté le roi Mohammed VI l'a dit : la part des renouvelables dans le mix énergétique passe à 52% à partir de 2030, au lieu de 42% comme c'était prévu à Paris 2015 et les subventions aux énergies fossiles sont levées.

Le Maroc construit courageusement sa politique de développement durable à l'écoute des Marocains qui connaissent depuis cinquante ans les effets du changement climatique sur leur territoire (75% du territoire est menacé d'érosion avec une avancée du désert à une vitesse exceptionnelle, 85% du territoire semi-aride avec une baisse des précipitations à 1 800 m³ par équivalent habitant à 750 m³, alors que le stress hydrique est établi à 1 000 m³). En rehaussant les ambitions de sa contribution nationale, le Maroc s'engage ainsi à réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dont 19% sont conditionnés à des financements internationaux, venant des pays du Nord.

L'argent sera-t-il suffisant ?

Pour le moment il n'y a pas encore de financements mis sur la table. C'est ce qu'il faudra négocier. D'un côté avec les Etats industrialisés du Nord, en priorité avec l'Europe, pour obtenir des garanties dans un cadre institutionnel et officiel [les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 promis par les pays du Nord aux pays du Sud depuis Copenhague en 2009] : il en va de la crédibilité de l'accord. D'un autre côté avec les multinationales. Pour investir dans les équipements et technologies qui aideront à contenir les émissions de GES.

L'Europe est le partenaire avec qui négocier en priorité pour développer les investissements en Afrique, renforcer les partenariats économiques et industriels et les marchés de capitaux verts. Sur ce dernier point, l'utilisation du Fonds vert européen pour le développement durable est à encourager entre les deux continents.

Le Maroc demande aux pays industrialisés du Nord de prendre des mesures d'atténuation plus ambitieuses pour contenir le réchauffement climatique mondial. En échange de quoi, lui et les coalitions des pays en développement (G77, Groupe Afrique etc) ne réitéreront pas les mêmes erreurs et adopteront pour se développer une technologie résiliente.

Donc le *marché* est le suivant : une technologie résiliente au Sud et une atténuation au Nord. La compréhension de l'enjeu climatique pousse le Maroc en tant qu'Etat africain et en tant que stratège à prôner de nouveaux modèles de développement. Les pays du Nord se sont développés, ils doivent atténuer, ils doivent corriger. Le Maroc a cette chance de commencer. Le potentiel, le réservoir du développement est en Afrique, et pas ailleurs !

Un manque de confiance :

Les pays du sud, le Groupe Afrique et le G77 notamment, veulent une égalité dans la répartition entre les financements pour l'adaptation et les financements pour l'atténuation, c'est-à-dire la baisse des émissions de gaz à effet de serre (les premiers allant plutôt aux pays les moins développés, très peu émetteurs et très vulnérables et les seconds concernant majoritairement les pays industrialisés du Nord). Aujourd'hui, seulement 16% des financements climat sont consacrés à l'adaptation des pays pauvres, les plus touchés par le dérèglement climatique.

Les pays du Sud, l'Afrique, sont les plus pauvres et les plus touchés par le changement climatique. Peu développés, ils sont les moins équipés pour s'adapter. Dans les négociations, les pays africains avec le Maroc sont peu enclins à faire des compromis d'autant qu'ils ne voient rien venir des 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros) promis d'ici à 2020 par les pays développés à Copenhague, en 2009. *Leur niveau de confiance envers les pays du Nord est très bas. Ils ne négocieront qu'avec des assurances écrites des pays riches et avec un système de contrôle et de sanctions internationales en cas de non-respect.*

Pour les protéger contre les chocs climatiques, le groupe Afrique avec le Maroc et les pays en développement avec le G77 appellent à agir simultanément sur les causes de la vulnérabilité : la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. Ils exigent d'obtenir des progrès décisifs d'ici à 2030, alors que le changement climatique sera encore modeste. Ils somment de mettre

en place des actions concrètes par une aide internationale qui investisse dans ces secteurs. Il faut que cette aide aille vers des actions urgentes mais coûteuses comme l'arrêt de la déforestation, de l'érosion des sols, de la désertification, de la disparition des oasis. Les revenus non générés par l'exploitation forestière doivent être compensés. De même, le coût initial d'une infrastructure de transport public est souvent hors de leur portée, par exemple en Afrique subsaharienne. Or, pour atténuer le changement climatique à long terme, ces investissements doivent être réalisés dans les années qui viennent, car les villes Africaines sont en train d'être construites. L'aide doit se concentrer sur ces programmes de long terme qui ne peuvent attendre.

Evoquant une «nouvelle ère terrifiante à cause du changement climatique», le Premier ministre des Fidji, Frank Bainimarama, a critiqué l'insuffisance de financements consacrés à l'adaptation, «véritable déséquilibre et injustice flagrante». L'an prochain, les îles Fidji prendront la présidence de la COP23. Faute d'infrastructures et de moyens suffisants, elle se déroulera à Bonn, en Allemagne, siège du secrétariat de la CCNUCC.

L'Inde:

Pays émergent à forte croissance : l'Inde doit-elle compromettre sa croissance économique au nom de la préservation de l'environnement ?

Réduire le risque climatique, c'est réduire la pauvreté

L'Inde sait qu'il existe un lien très fort entre climat et grande pauvreté. Ainsi, dans des villages de l'Etat d'Andhra Pradesh, 14% des ménages sortent de la pauvreté, chaque année... mais 12% y retombent. Pourquoi ces rechutes ? Dans près de la moitié des cas, c'est lié à une perte de récolte ou une sécheresse. Une grande part de la consommation des pauvres provient directement des écosystèmes (bois, nourriture). Lorsque ces services faiblissent ou disparaissent du fait d'évolutions climatiques les conditions concrètes de vie de centaines de millions de personnes s'aggravent brutalement. Les pauvres sont encore très dépendants de la production vivrière auto-consommée et de la météo. Ils dépensent plus de 60% de leur budget pour l'alimentation. Ils sont également plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Lors des inondations de Bombay, en 2005, les pauvres ont perdu deux fois plus que les ménages aisés, car ils ne possèdent que leur logement et ce qu'il contient. Leur vulnérabilité à l'égard des maladies est extrême. Si le climat évolue dans un sens négatif du point de vue de l'agriculture, même le changement peu important prévu d'ici 2030 peut augmenter le nombre et la part des pauvres dans des sociétés rurales des pays émergents ou les moins avancés

L'Inde a donc fait des choix de politiques pour un développement rapide, inclusif qui intègre les risques du changement climatique et prévient les impacts sur la pauvreté. Le gouvernement indien a formulé un Plan national d'action sur le changement climatique qui reconnaît la nécessité de changer de paradigme par rapport au modèle actuel de croissance économique et qui soit favorable aux peuples et aux modes de vie individuels ainsi qu'à l'environnement. Ainsi, le gouvernement aide les pauvres à se doter de méthodes d'agriculture et de cuisson plus efficaces et plus propres en particules émises pour réduire les risques de santé et les émissions. Des mesures incitent les villes à se doter de moyens de transports publics rapides et propres, à fournir de l'électricité aux plus pauvres dont les consommations restent faibles par ménage. L'Inde s'engage à utiliser des taxes sur l'énergie pour renforcer les aides sociales; elle annonce supprimer des subventions pour les carburants et investir ses ressources dans la santé publique ou dans l'électrification rurale, qui profitent largement aux plus pauvres.

L'économie, certes dynamique de l'Inde, ne lui permet cependant pas de faire une redistribution interne qui réduise totalement la pauvreté. D'autant que le pays n'arrive pas à limiter sa croissance démographique. En l'espace de trente ans, l'Inde est passée de 700 millions à plus de 1,2 milliard d'habitants. Elle dépassera la Chine vers 2030 pour devenir le pays le plus peuplé de la planète. Il faut l'aide internationale pour donner une bonne santé, éduquer, former et offrir du travail à cette population jeune qui va tirer la croissance du pays et faire de ce « bonus » démographique un formidable atout pour le pays. Il faut investir à long terme pour émanciper la population du système des castes, investir dans les infrastructures, fluidifier la bureaucratie, industrialiser le pays. L'Inde doit négocier les conditions de son développement avec ses voisins dont la Chine et ses alliés et concurrents les pays riches, Europe et USA.

Inde tout énergie

La priorité de l'Inde est de donner l'accès à l'énergie à des centaines de millions de personnes qui sont encore en dehors du système. Elle mise sur l'électricité nucléaire, les biocarburants, les barrages hydroélectriques, l'énergie solaire nationale pour développer l'économie, créer des emplois, lutter contre la pauvreté.

Le gouvernement indien met en place « une mission pour une Inde verte », un plan ambitieux de développement énergétique du pays priorisant les énergies faible en carbone et assurant que les pauvres et leurs besoins ne seront pas laissés pour compte. Le premier ministre s'engage à développer 100 gigawatt d'énergie renouvelable, et renonce à utiliser exclusivement le charbon qui est l'énergie la plus répandue et la moins chère du pays ! Compte tenu du contexte de l'Inde, c'est déjà une énorme contribution au climat !

A cela, le gouvernement met en place une fiscalité écologique, une sorte de fiscalité carbone, il crée un consortium des pays à plus forte potentiel solaire pour développer et conditionner l'aide de la communauté internationale. Enfin, il prévoit

d'augmenter la couverture forestière totale de 20 millions d'hectares dans les 20 prochaines années. Tout cela permettra à l'Inde de prendre part dans un premier temps à la réduction de son intensité carbone. Puis dans une étape à venir l'Inde comme la Chine plafonnera ses émissions puis dans un troisième temps réduira ses émissions.

Si on compare tous ces efforts par rapport à la responsabilité des Etats, par rapport au contexte de l'Inde, à sa pauvreté et à sa démographie par exemple, la contribution indienne vaut la contribution européenne ou canadienne ou américaine. Il faut remettre les choses en perspectives.

La délégation indienne se battra donc pour faire prévaloir un point de vue équitable dans les négociations internationales en rappelant le fait que le Nord est responsable de la crise climatique et doit rendre des comptes pour cela. L'Inde n'acceptera pas de limitations de ses émissions autres que par tête et ne veut pas « se cacher derrière les pauvres ». Elle s'attachera fortement à défendre l'équité, en critiquant la politique environnementale et climatique des Nations unies, en défendant le droit aux ressources communes, au développement durable et à l'énergie alternative.

Elle fera valoir que dans le contexte indien, les questions de droits à la terre, à l'eau et aux forêts et les déplacements hors des terres traditionnelles par des projets de développement (barrages, mines) sont au cœur des préoccupations des organisations de base de la société civile qui les lie au changement climatique. Par exemple, dans sa Charte communautaire sur la crise climatique, la Coalition des peuples sur le changement climatique (un réseau participatif national regroupant des communautés indigènes vivant dans les forêts, des paysans en zones arides, des pêcheurs, des bergers et des populations montagnardes) appelle à la « reconnaissance de notre agriculture en tant que système holistique et de son potentiel pour relever les défis climatiques ». Elle rappellera que les multinationales doivent respecter la terre et les peuples indiens et qu'il est du devoir des Nations que d'agir en responsabilité.

100 millions de personnes supplémentaires pourraient être pauvres en 2030 à cause du changement climatique si les politiques de développement adéquates ne sont pas adoptées.

Le Brésil :

REDD+ pour l'Amazonie :

Le Brésil est un grand pays (15x la France) émergent (groupe des BRICS) dont le poids économique et démographique est capable de peser sur la scène politique internationale. Il exporte autant qu'il consomme. Il négociera autant avec les grandes puissances qu'avec ses voisins et les autres BRICS.

La plus grande puissance économique d'Amérique du Sud se présente comme un « bon élève » dans la lutte pour le climat. En effet, le Brésil n'est responsable que de 2,48 % des émissions globales (se plaçant comme le 7e plus grand émetteur de CO₂ de la planète), des chiffres plus flatteurs que ceux des autres puissances, telles que la Chine, les Etats-Unis ou l'Union européenne. Par ailleurs, gardien du plus grand massif forestier de la planète qu'est l'Amazonie, le Brésil a ralenti la déforestation entre 2004 et 2012, le déboisement a diminué de 27.700 km² par an à 4.500 km² par an, selon l'Institut national des études spatiales brésilien. Une baisse surtout effectuée lors des mandats présidentiels de Lula da Silva (2003-2011), notamment grâce à la création de zones de conservation et de réserves indigènes, mais aussi grâce au système de compensation carbone mis en place par l'ONU et le Fonds Amazonie. Enfin, son mix énergétique, fondé en grande partie sur l'hydroélectricité, explique ces émissions relativement limitées.

Ce discours d'« *autosatisfaction* » a été tenu à Marrakech par la délégation brésilienne lors de la COP22. A cette occasion, le Brésil déclare s'engager davantage à lutter contre le réchauffement climatique. Son effort sera double : enrayer la déforestation qui a repris ces toutes dernières années et limiter ses émissions de gaz à effet de serre par une production énergétique bas carbone.

Le Brésil possède deux atouts ; Il possède la forêt vierge la plus grande de la planète, l'Amazonie, véritable puits de carbone mondial et il est propice aux énergies renouvelables hydro, solaire, vent (alizées). Le Brésil peut se transformer en un modèle vert :

- 1- le Brésil augmente la part des énergies renouvelables. Terre d'expérimentation sur la nouvelle manière de produire de l'électricité, d'achat d'électricité et de potentiel, le pays investit massivement dans sur le renouvelable et est en train de rattraper son retard, en particulier sur l'éolienne et va devenir une grande puissance bas carbone. Il se lance dans le solaire.
- 2- Le Brésil porte une lourde responsabilité dans le climat de demain. La forêt pourra compenser les effets du réchauffement climatique mondial et absorber les GES que nous rejetons si sa surface cesse de diminuer. Il va donc négocier âprement en rappelant que la protection de la forêt amazonienne est l'affaire de tous et nécessite l'aide internationale. Rappelons que la déforestation (spéculative) est illégale et qu'il est impératif de ne pas couper un arbre pendant 15 ans au moins (en 2030). Des garanties sont exigées pour ne plus construire des barrages sauvages. La surveillance aérienne et satellite et des mesures de protection et de sanctions internationales doivent être mises en place. Par ailleurs, les immenses zones de pâturage aujourd'hui dégradées ou mal utilisées doivent être réhabilitées en terre agricole pour éviter la déforestation en permettant d'y faire vivre une agriculture verte économiquement rentable qui suffirait largement à nourrir la population. Enfin, le programme REDD (Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts) au Brésil adopté en 2008 et devenu REDD+ (en incluant le stockage du carbone dans les sols et plus globalement la gestion dite

durable des forêts tropicales) doit être déployé partout grâce à l'aide internationale. Avec cette aide, des projets de protection seront possibles à l'échelle des États fédérés (l'Amazonas, le Para, l'Acre, le Mato Grosso) au niveau des aires protégées, des territoires indigènes et des espaces les plus menacés par la déforestation.

Tournant négatif sur l'environnement et la déforestation

Le gouvernement conservateur brésilien, en place depuis quelques mois, relègue au second plan les préoccupations environnementales. Car l'économie est en récession depuis deux ans et le gouvernement est donc tiraillé entre le besoin de développer l'économie du pays et celui de préserver les richesses naturelles. Sans stratégie politique claire, la déforestation repart à la hausse après des années de baisse spectaculaire avec un désengagement de l'État qui ne dit pas son nom. En effet, entre 2011 et 2014, le gouvernement de Dilma Rousseff aurait [réduit ses financements de 72 %](#), laissant au Fonds Amazonie (alimenté par des capitaux étrangers à travers le système onusien REDD+), la plus grosse responsabilité de la mission du contrôle des ressources forestières. Les épisodes récents de sécheresse ont conduit le gouvernement à réutiliser les centrales thermique, au gaz et charbon. Les énergies fossiles continuent de recevoir trois fois plus d'aides que les énergies renouvelables avec un récent déblocage de 5 milliards de dollars en faveur de l'industrie du charbon.

L'arrivée au pouvoir, avec Michel Temer, de ministres et de conseillers toujours plus proches des intérêts de l'industrie, de l'agrobusiness, des activités minières et énergétiques, alarme les défenseurs de l'environnement. Un projet d'assouplissement prévoit de faire sauter les verrous que peuvent constituer les normes de protection relatives à la protection de l'environnement et des populations locales, dans le cas de « *grands travaux stratégiques* » (routes, barrages, production minière ou d'énergie...).

Pour que le climat redevienne une priorité, le Brésil a besoin d'une aide financière internationale doublée d'une stratégie lui permettant d'investir sur le long terme et de sortir d'une politique de l'austérité. Le Brésil doit convaincre les diplomates et les investisseurs étrangers que le Brésil peut devenir un modèle en matière de préservation des ressources naturelles, forestières et hydriques. En échange de sa bonne volonté, le Brésil propose une réévaluation régulière du pays, pour suivre d'éventuelles évolutions de son économie.

Par exemple, L'agriculture et l'élevage longtemps critiqués pour leurs responsabilités dans les taux d'émissions de gaz à effet de serre, a le potentiel de se transformer rapidement en une agriculture « *proclimat* ». Avec le vote des lois environnementales concernant l'usage de la terre et de l'eau, le Brésil s'est bien doté d'une politique de réduction des GES (le Plano ABC, pour « *agriculture bas carbone* »), qui soutient l'agroforesterie ou la revalorisation des pâturages.

LA CHINE :

La Chine est un paradoxe. Première puissance économique du monde (depuis 2016), ses émissions de CO₂ par habitants vont bientôt dépasser celles des pays européens avec une pollution démentielle dans les grandes métropoles, mais le pays compte plus de 80 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. La Chine possède des éléments du Nord dans des pays du Sud, et réciproquement. D'où l'éventail des possibles, en matière d'investissements et d'actions! Aujourd'hui, la Chine se lance dans la lutte pour le changement climatique...

L'économie socialiste de marché

La Chine doit sa puissance économique à l'économie socialiste de marché, une politique d'ouverture adaptée aux réalités chinoises, (en réalité un capitalisme agressif et contrôlé par l'état et le Parti communiste). Après 40 ans de ce régime (depuis la mort de Mao), la Chine s'insère dans le système économique libéral mondial et devient la première puissance économique du monde.

Le revers de cette médaille est que la Chine est devenu le premier pollueur au monde, dépassant de loin les USA (deuxième) et l'Inde (troisième). En même temps, la Chine est aussi le premier producteur de panneaux solaires car elle investit massivement dans les énergies positives! Et aussi, la production et la consommation chinoise de charbon auraient baissé de près de 3% en 2014, ce qui constitue la première baisse depuis 14 ans !

Cette évolution est due (au moins en partie) aux bouleversements de la société chinoise. Celle-ci est aujourd'hui constituée en une classe moyenne urbaine mondialisée (15 % de la population actuelle vit dans les grandes métropoles), dont l'amélioration du niveau de vie se vérifie par une augmentation spectaculaire du revenu annuel, du niveau de consommation, de l'espérance de vie, de l'éducation et par l'adoption des mêmes préoccupations climatiques que dans les sociétés occidentales. Ainsi, avec l'ouverture au monde, la Chine prend le tournant de la transition énergétique et assume son statut de grande puissance. Elle annonce des mesures fortes dans tous les secteurs (transport, énergie, agriculture) et s'engage à verser 3 milliards de dollars pour aider les pays en développement à faire leur transition énergétique.

Trois grands objectifs : atteindre le pic de ses émissions de CO₂ aux environs de 2030 et faire le maximum pour atteindre ce pic plus tôt; produire, à cet horizon, 20 % de son électricité à partir d'énergies décarbonées (renouvelables et nucléaire), augmenter le volume de son stock forestier pour absorber le dioxyde de carbone et aider les pays d'Asie du Sud-Est à enrayer la déforestation et la dégradation des forêts.

Premier partenaire des négociations : les USA. Les deux pays sont très actifs en matière de brevets sur les technologies vertes et exercent une pression sur le secteur financier (banques, fonds de pensions compagnies d'assurance) pour qu'ils investissent dans une économie mondiale bas carbone. Il s'agit pour Chine que les États-Unis s'engagent dans les mêmes objectifs de réduction des émissions de CO2 et d'investissement dans une politique et une économie bas carbone à long terme.

L'Empire du Milieu, leader mondial de la lutte contre le réchauffement climatique

Depuis deux ans, Pékin fait face à un ralentissement de la croissance et à une dette galopante. Ce que le régime ne peut pas se permettre d'afficher sous peine de dégrader l'emploi et d'en juger responsable le Parti. Pour relancer l'empire, Xi Jinping organise donc un pilotage extrêmement centralisé et coordonné des affaires politiques et économiques. Avec l'arrivée de Donald Trump aux Etats-Unis, le gouvernement chinois se resserre encore plus autour du leader pour être en position de force sur la scène internationale. Les chinois n'oublient pas que Donald Trump accuse la Chine d'être à l'origine du vaste canular qu'est le réchauffement climatique dont l'objectif à terme est de rendre les produits américains non-compétitifs. Or pour la Chine, actuellement le plus gros pollueur du monde, un désengagement des États-Unis ne serait pas si négatif que cela. Ce serait l'occasion de prendre le leadership de la lutte contre le changement climatique.

La Chine prendra donc la tête de cette lutte et deviendra *de facto* la première puissance mondiale en matière d'innovations pour la transition écologique. Parce que la Chine s'attachera à mener une politique verte agressive qui soutiendra son économie et sa monnaie. En situation défensive par rapport aux USA, la Chine va montrer qu'ils ne dictent plus sa conduite. La Chine va donc participer très sérieusement à toutes les activités liées au changement climatique. Elle va investir dans la recherche et l'innovation, et la coopération internationale. Elle va tenter de contraindre les marchés et envoyer des signaux forts aux autres pays, et même aux différents Etats des USA (Etats charbonniers, ou Etats en faveur des énergies renouvelables) ou aux grandes villes progressistes du monde occidental.

Et en effet, déjà, les efforts de la Chine seraient à l'origine de la stabilisation des émissions globales de CO2 pour la troisième année consécutive, selon une étude présentée aux leaders à la COP22.

La Chine est l'avenir de l'Homme !